

FAQ – Synthèse des questions et des réponses sur l’achat de nouveaux avions de chasse

La Belgique doit-elle acheter de nouveaux avions de combat?

La question est d’actualité. En effet, d’ici à 2023-2028, les actuels avions de chasse F-16 auront atteint leur nombre d’heures de vol maximum.

Le prochain gouvernement devra décider du remplacement des chasseurs-bombardiers F-16.

La population belge veut-elle de nouveaux avions de combat?

Bien qu’il n’y ait pas encore eu de véritable débat sur l’acquisition de nouveaux avions de combat, un sondage de l’Université d’Anvers souligne que la population belge n’est pas enthousiaste à cette idée.

Seul un belge interrogé sur quatre souhaite que notre pays achète de nouveaux avions, tandis que près de la moitié des sondés s’y oppose. Le nombre d’opposants à cet achat équivaut donc au double des ses adhérents.

Le dernier quart des interrogés n’a pas d’avis sur la question ; ce qui indique le manque d’information aujourd’hui disponible pour permettre à chacun de s’exprimer sur la question.

Avons-nous les moyens financiers d’acheter de nouveaux avions de chasse?

Il est difficile d’établir le prix exact de ces avions.

Les Pays-Bas ont décidé d’acheter 37 avions F-35 pour une somme de 4,5 milliards d’euro. Nos voisins faisant partie du programme de développement de cet avion, ils bénéficient d’un prix avantageux. En outre, la Cour des comptes néerlandaise a estimé que le prix de l’exploitation de ces avions s’élèverait à 7,5 millions d’euro par avion.

Le ministre de la Défense Pieter De Crem a exprimé sa préférence pour l’achat de 40 F-35. Sur base des chiffres du dossier néerlandais, la facture en Belgique s’élèverait à 6 milliards d’euro.

Notons que la Défense belge compte également investir dans l’achat de sept avions de transport A400M (un milliard d’euro encore à payer), dans le remplacement de la capacité de lutte anti-mines (MCM) et dans l’achat de deux nouvelles frégates.

Selon le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, la Belgique doit encore économiser 14 milliards d’euro dans les quatre années à venir.

La Belgique n’a donc pas les moyens d’acheter ces nouveaux avions. Dépenser des milliards dans l’achat de nouveaux avions de combats dans un contexte d’effort budgétaire et de besoins sociaux et environnementaux pressants est tout à fait irresponsable.

Y aurait-il un « retour sur investissement » pour l’économie belge ? Des compensations économiques sont-elles à espérer ?

Actuellement, il n’existe aucune étude sérieuse sur les éventuelles retombées économiques de cet achat. En ce qui concerne le nombre d’emplois créés pour la production et la vente de composants, la Belgique, contrairement aux Pays-Bas, a pris la décision de ne pas participer au développement des avions de chasse F-35. Dans ce dossier, les entreprises belges ne peuvent donc pas prétendre à une participation industrielle. Le Gouvernement belge ne peut choisir qu’un avion « prêt à l’emploi ».

Les éventuelles compensations ne seraient donc qu’indirectes, telles que le développement du secteur de l’aviation, du transfert de technologie, l’entretien du matériel, etc.

Selon une note de l’Institut flamand pour la paix publiée le 2 juin 2014, les éventuelles compensations économiques pour l’achat de nouveaux avions de combat ne peuvent quoi qu’il arrive pas être estimées sur la base d’une simple comparaison avec la rémunération antérieure pour l’achat de F-16.

Enfin, il est important de faire la distinction entre le « retour sur investissement » pour les entreprises et celui pour la société en général. Cette dernière ne profitera pas nécessairement de la plus grande partie de ces compensations économiques.

En soutenant la capacité d'intervention militaire, les avions de chasse contribuent-ils à la paix et à la stabilité?

Les Nations-Unies soulignent que les plus grandes menaces à la paix et à la stabilité ne relèvent pas du domaine militaire. En effet, une réponse militaire à l'extrême pauvreté, la famine, à la distribution inégale des richesses, aux effets du changement climatique ou à la pénurie d'eau serait insensée, contre productive et même dangereuse.

Les interventions militaires et l'utilisation des avions de guerre n'ont jamais apportés la paix et la stabilité. Des interventions majeures comme en Afghanistan (Union soviétique), en Somalie (États-Unis), au Kosovo (OTAN), en Afghanistan (US / OTAN), en Irak (États-Unis), en Libye (OTAN) se sont révélées désastreuses en termes humanitaires. Les interventions militaires dans la plupart de ces pays ont mené à des années d'instabilité.

Ensuite, intervenir militairement rend les parties armées plus fortes au détriment des forces politiques non violentes comme nous avons pu notamment le constater au Kosovo et en Libye. Qui plus est, toute intervention militaire pousse d'autres cibles potentielles à s'armer pour dissuader un attaquant, et si nécessaire pour repousser une attaque. Chaque nouvelle intervention encourage indirectement une course à l'armement et éloigne toujours plus le traitement des véritables causes de la violence et des guerres.

Enfin, les interventions militaires sont très coûteuses: les guerres en Irak et en Afghanistan ont coûté entre 4 et 6 milliards de dollars.

Les nouveaux avions de chasses doivent-ils également prolonger les activités nucléaires de la Belgique?

Le stationnement d'armes nucléaires américaines en Belgique est une violation du Traité de non-prolifération. Avec cette violation, la Belgique – comme les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie – reste un partenaire de premier plan du programme d'armes nucléaires des États-Unis, intégré à la politique nucléaire de l'OTAN. Selon le concept stratégique de l'OTAN, les armes nucléaires forment en effet la pierre angulaire de la défense de l'Alliance. Dans le cadre de ce « partage » nucléaire, le rôle des F16 belges est de transporter les bombes B61 qui se trouvent à Kleine Brogel.

Le gouvernement américain a décidé de moderniser les bombes nucléaires qui sont stationnées en Europe. La nouvelle B61 serait alors plus précise « grâce » à son système de guidage par queue. Cette modernisation devrait coûter 10 milliards d'euro. Les premières bombes de ce type arriveraient en Belgique en 2019 ou 2020.

Seul le F-35 est actuellement admissible pour le remplacement des F-16, parce qu'il permettrait de prolonger la capacité nucléaire des actuels avions de chasse sans frais supplémentaire. En théorie, tout avion est adaptable afin de pouvoir transporter les bombes nucléaires B61. Toutefois ces ajustements sont très coûteux et ne sont pas envisagés pour le moment; d'où la préférence du ministre de la Défense De Crem pour les F-35.

Le mouvement de la paix s'oppose depuis des années à la présence d'armes nucléaires en Belgique, mais aussi dans le monde. Les armes nucléaires sont une violation flagrante et profonde du droit international et peuvent provoquer des conséquences humanitaires catastrophiques.

Sans nouveaux avions de combat, la Belgique ne peut pas apporter sa contribution à la paix et à la sécurité internationales?

Sur base des exemples récents, il est très douteux de défendre que l'utilisation de nouveaux avions de combat par tous puisse contribuer à la paix et la sécurité internationales.

Les moyens nécessaires à cet achat peuvent être utilisés par la Belgique de façon beaucoup plus efficace afin que celle-ci apporte une réelle contribution à la paix et à la stabilité. Ces missions peuvent être l'investissement dans des tâches de désarmement après un accord de paix, de déminage ou d'assistance humanitaire. Il y a en outre un manque chronique de ressources pour l'accueil des réfugiés dans les pays voisins de conflits. L'insécurité due au changement climatique peut être

affrontée plus efficacement en investissant dans les alternatives bien connues. La Belgique pourrait aussi contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire comme l'éradication de la pauvreté et de la faim, le traitement des maladies telles que le paludisme, etc.

Au niveau national, le coût des nouveaux avions de chasse pourrait par exemple régler le problème de logement ou le manque de moyens chronique de l'enseignement.

Les raisons sont innombrables pour commander un grand débat de société sur la façon dont la Belgique pourrait mieux s'équiper et investir pour faire face aux grands défis en matière de paix et de sécurité.

Il est urgent que les objectifs de paix et de sécurité ne reposent plus sur des réponses militaires.